N°78, février 2023

Le Héraut

Le journal du Parti Socialiste d'Onex

À vos agendas !

Votation cantonale 12 mars 2023

Stands devant la COOP :

dès 9h30, les samedis 4 et 18 mars 2023

Socialistes nous sommes vos candidats.es pour les élections cantonales

Carole-Anne Kast et Patrick Sturchio vous livrent la motivation de leurs candidatures pour les prochaines élections cantonales à l'aide de 2 questions du groupe de rédaction.

Depuis plusieurs années, vous vous engagez politiquement à Onex pour améliorer les conditions de vie des habitants et l'environnement. Pouvez - vous nous citer une des expériences dans laquelle vous avez été fortement impliqués et qui pourrait vous inspirer pour une future action au niveau cantonal ?

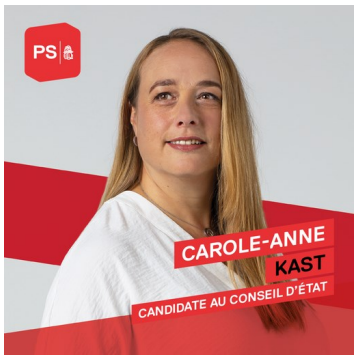
Patrick Sturchio : Nous soutenons l'initiative populaire cantonale des jeunesses de gauche « Pour des transports publics gratuits, écologiques et de qualité ». C'est une action concrète et facile à mettre rapidement en œuvre afin d'habituer les jeunes, dès leur plus jeune âge à utiliser les transports publics et aussi inciter au niveau de la population en général au transfert modal. Le besoin de pouvoir se déplacer aisément est un droit et une nécessite pour un très grand nombre d'entre nous. Il faut pouvoir se déplacer pour aller travailler, se rendre à l'école, à une consultation médicale, ou tout simplement pour faire ses courses, etc...

C'est pourquoi à Onex le groupe socialiste a proposé et voté l'augmentation des contributions jeunesse destinées aux familles modestes pour l'achat d'un abonnement TPG. Le canton de Genève doit pouvoir proposer la même chose, du moins en attendant que le Grand Conseil décide de la gratuité des transports publics ou que le Tribunal fédéral déclare valable le texte des initiants. Nous avons, toujours à Onex, voté le doublement de la participation de CHF 50.- à l'achat d'un abonnement TPG.

Carole-Anne Kast : Nous avons inauguré le 6 février dernier à Onex l'Antenne de santé sexuelle, car en matière de santé et de prévention il y a un besoin de proximité afin de réduire les inégalités. Nous savons que la santé des personnes précaires est plus fragile et que seule une prévention forte, locale et axée peut toucher ce public. De plus, il n'est pas toujours possible pour les personnes concernées de se rendre au centre-ville. L'accès aux soins ou à l'information restent difficiles et grâce à ce projet, en association avec le Canton et les HUG, Onex démontre sa force de proposition et que ce type de projet sont viables et à pérenniser car ils répondent à une nécessite du terrain.

Ces deux exemples montrent que les élu.es socialistes onésien.nes sont force de propositions locales qui peuvent ou doivent être déployées au niveau cantonal, avec votre soutien.

⇨ *suite page 2*



Carole-Anne Kast,
Maire de la Ville d'Onex,
Candidate au Conseil d'Etat

Patrick Sturchio,
Conseiller municipal Onex,
Candidat au Grand Conseil

LES CANDIDAT-ES SOCIALISTES AUX ELECTIONS CANTONALES GENEVOISES

Thierry APOTHELOZ
Carole-Anne KAST
Cyril MIZRAHI
Caroline MARTI
Romain DE SAINTE MARIE
Léna STRASSER
Grégoire CARASSO
Xhevrie OSMANI
Diego ESTEBAN
Olga BARANOVA
Jean-Pierre TOMBOLA
Jacklean KALIBALA
Matthieu JOTTERAND
Amanda GAVILANES
Sylvain THÉVOZ

Amanda OJALVO
Thomas WENGER
Oriana BRÜCKER
Thomas BRUCHEZ
Daphné VILLET
Pascal HOLENWEG
Caroline RENOLD
Denis CHIARADONNA
Jennifer CONTI
Manuel ZWYSSIG
Sophie DEMAUREX
Florian SCHWERI
Odette HABIYAKARE
Youniss MUSSA
Elisabetta MARCHESINI

François MIREVAL
Vanessa KLEIN
Leonard FERATI
Patrizia DE SAAB D'AMORE
Ahmed JAMA
Badia LUTHI
Pierre-Yves BOSSHARD
Krystal CLARET
Gaspard PIGUET
Yolanda MARTINEZ
Nuno DIAS
Nicole VALIQUER GRECUCCIO
Jean-Charles RIELLE
Caroline-Yvette MISURI
Wahba GHALY

Nicole CASTIONI
Emmanuel DEONNA
Glenna BAILLON-LOPEZ
Pablo MARIN
Jacqueline MENOUD
Jules LORENZI
Nathalie RUEGGER
Alberto VELASCO
Andrea VILLANYI
Bernard LAURENT
Isabel JAN-HESS
Saud AHMED
Laurence BURKHALTER
Roger DENEYS
Gabrielle BUSSARD

Mirko ONDRAS
Patrick STURCHIO
Jean-Marie MELLANA
Mounir BOULMERKA
Alan TORSELLETTI
Durão FRANCISCO

La Ville d'Onex doit chaque année jongler avec des budgets très modestes, alors que d'autres communes plus riches investissent beaucoup plus aisément. Vous êtes candidat.e pour les élections cantonales 2023, que proposez-vous de relayer au niveau cantonal pour répondre aux enjeux onésiens.

Carole-Anne Kast : En effet, la Ville d'Onex est une commune économiquement modeste. Elle s'est fortement développée dans les années 60 en accueillant une grande partie des logements du Canton construits pendant ces années-là, mais sans zone d'activité et donc avec peu d'emplois. Cette situation amène peu de recettes fiscales à la commune, alors que les besoins de sa population sont importants.

Comme toutes les villes, Onex connaît une plus forte proportion de personnes qui ont besoin de services publics : on retrouve dans les villes plus de personnes vulnérables (chômeurs, familles-monoparentales, séniors, personnes modestes économiquement, etc.) pour qui des services publics performants sont nécessaires et essentiels à la cohésion sociale, tout en faisant face à des enjeux climatiques augmentés.

Pour lutter contre ces inégalités territoriales, des outils ont été déployés par les communes comme la péréquation financière intercommunale.

À la suite d'un travail assidu au sein de l'Association des communes genevoise et au vote de la gauche et du centre-droit au Grand Conseil, celle-ci vient d'être significativement renforcée, ce qui est une bonne chose pour Onex.

Ainsi, Onex pourra financer plus facilement ces prestations importantes pour ses habitant.es : on peut penser aux crèches, à l'engagement des accueillantes familiales, au renforcement de l'encadrement à l'école ou le soutien aux élèves en difficulté, aux services de santé de proximité comme le Groupe médical et Cité-Génération, ou encore aux actions de soutien aux familles ou aux séniors déployées par la Ville d'Onex depuis plus de 15 ans.

Par exemple, à Onex-Cité, plus de 15% des personnes sont au bénéfice des subsides d'assurance-maladie et le nombre de chômeur.euses est proportionnellement le double que dans le coteau-sud.

Patrick Sturchio : C'est pourquoi les initiatives que le PS a lancé d'abord en 2017 pour renforcer les subsides d'assurance-maladie puis cette année pour le chèque dentaire de 300 frs par an sont essentielles pour la population onésienne. Ainsi, le PS agit concrètement pour lutter contre la précarité et renforcer la cohésion sociale.

C'est donc la nécessité d'un service public protecteur, que le PS défend depuis toujours, qui est le plus à même d'améliorer concrètement la vie des Onésiennes et des Onésiens,

Élections cantonales

2 avril 2023 : Grand Conseil et premier tour du Conseil d'Etat

30 avril 2023 : Deuxième tour Conseil d'Etat

Cadiom : depuis 20 ans, Onex libérée du mazout !

Le changement climatique touche tout le monde... mais chacun n'en est pas responsable de la même manière. Des lois et des règles doivent assurer qu'ensemble nous réussissions la transition vers des énergies renouvelables, indigènes, infiniment moins polluantes, et puissions réduire nos besoins en énergie. La rénovation énergétique des bâtiments est indispensable et doit se faire avec des modes de financement ne pénalisant pas les locataires.

C'est pourquoi la collectivité doit mettre à disposition des habitant.es des moyens de moins consommer d'énergies fossiles. En Suisse un tiers de ces énergies est utilisée dans les transports, essentiellement routiers, et 40% dans le chauffage des bâtiments. Dans notre commune, le retour du tram est un puissant moyen de se rendre en ville sans polluer. Et le réseau de chauffage à distance Cadiom a libéré la ville d'Onex depuis 20 ans du mazout.

10000 ménages sont aujourd'hui raccordés à ce vaste radiateur urbain dont l'eau est chauffée par l'incinération de nos déchets. Et pas de souci, on peut encore bien augmenter le taux de recyclage, qui est de 46% à Onex, avant de ne plus avoir en assez pour nous chauffer !

Certes il y a eu des moments où le prix de la chaleur était un peu au-dessus celui du mazout. Mais aujourd'hui chacun se félicite que le tarif de Cadiom soit fixé par les autorités cantonales, et non pas par un quelconque despote lointain.

C'était pour moi une grande satisfaction de pouvoir accompagner la mise en place du réseau Cadiom pour les Onésiennes et les Onésiens, réseau dont mon prédécesseur Jean-Claude Cristin avait pris l'initiative. C'est ainsi que les socialistes assument leur rôle de parti de la protection climatique !

René Longet, ancien Maire de la Ville d'Onex

Le camp bourgeois attaque les bas salaires

Le 27 septembre 2020, 58% de la population genevoise acceptait l'introduction d'un salaire minimum cantonal, un score net et sans appel en faveur des travailleuses et travailleurs. Genève devenait ainsi le quatrième canton en Suisse à se doter d'une telle législation.

À la fin de l'année dernière, le Conseil National approuvait une motion du camp bourgeois permettant aux employeurs de ne pas respecter les salaires minimums cantonaux dans une branche si une CCT nationale en force existait déjà dans ce secteur. Cette motion avait déjà été validée par le Conseil des États à l'été 2022.

Cette décision est une attaque frontale opérée à l'encontre des travailleuses et travailleurs. Le camp bourgeois affiche ainsi son mépris de la démocratie, en tentant d'écraser une décision populaire ayant pourtant emporté une large majorité. Dans le Canton de Genève tout particulièrement, les salaires minimums sont indispensables pour lutter contre la sous-enchère salariale. Grace à ce dispositif de protection des salaires, les patrons ne peuvent ainsi pas faire jouer la concurrence entre les travailleuses et travailleurs afin de tirer les salaires vers le bas. Dans un contexte de crise du pouvoir d'achat, la protection des salaires que permet l'existence d'un salaire minimum est d'autant plus importante.

Mais de tout cela, le camp bourgeois n'en a cure. Les parlementaires genevois de droite, parmi lesquels Christian Lüscher, Vincent Maitre ou encore Céline Amaudruz, se sont assis sur une décision ayant suscité autour d'elle l'adhésion large de la population genevoise, et ont tous voté en faveur de la primauté des conventions collectives nationales sur les salaires minimums cantonaux. Cette attaque à l'égard de la démocratie et des bas revenus ne restera pas sans réponse.

En fonction de la suite donnée par le Conseil fédéral à cette motion, un référendum est envisagé. **Le Parti socialiste continuera de défendre la protection des salaires et de s'engager pour la dignité des travailleuses et travailleurs.**

Romain Gauthier, Conseiller municipal

Votation populaire cantonale 12 mars 2023

Oui à l'initiative

Supprimons les privilèges fiscaux des gros actionnaires

La justice sociale passe par la justice fiscale

La justice sociale est une revendication essentielle des Socialistes. Celle-ci vise à ce que chaque habitant-es de notre Canton puisse être protégé par la collectivité et que les prestations indispensables, telles que le droit au logement, à la santé, à l'éducation, soient assurées en fonction des besoins de la population, sans discrimination et sans privilèges.

Afin de financer ces prestations fondamentales, il est nécessaire de mettre en place une justice fiscale, c'est-à-dire que chacun-e paie des impôts en fonction de ses revenus et contribue ainsi au maintien et au développement de la qualité de vie à Genève. Ainsi, en principe, chaque revenu est pris en compte dans le calcul de l'impôt, qu'il provienne d'un salaire, d'une rente de vieillesse, d'une assurance sociale ou des revenus de sa fortune, mobilière ou immobilière.

Cependant, selon l'adage qui rappelle qu'on ne prête qu'aux riches, certains revenus ne sont aujourd'hui pas pris en compte à 100% dans le calcul de l'impôt des certaines personnes. Il s'agit des dividendes versés aux personnes physiques disposant de participations qualifiées dans une société, soit qui détiennent plus de 10% des actions de celle-ci.

Concrètement, cela concerne environ 1'600 personnes à Genève. Elles déclaraient environ 1 milliard de francs de dividendes par an, soit environ 50'000 F par mois ou 600'000 frs par an et par personne. Il s'agit donc de sommes très conséquentes ! En ce sens, la justice fiscale et l'égalité devant l'impôt justifie parfaitement de ne pas octroyer un régime de faveur supplémentaire à ces contribuables.

L'IN 179 vise à tenir compte de ces revenus à 100% dans le calcul de l'impôt, tel que c'est le cas pour les plus petits actionnaires, pour les salariés ou pour les retraités. Elle rétablit une égalité entre les contribuables et ne vise ni la classe moyenne, ni les PME ou petits entrepreneurs, qui pour la majorité d'entre eux ne déclarent pas de bénéfices et se versent un salaire. Si en outre elle incite les dirigeants de société à privilégier des versements en salaires ou à réaliser des investissements, notamment dans la transition écologique, plutôt que payer des actionnaires, elle aura un effet bénéfique sur l'entier de l'économie locale.

Pour une meilleure justice fiscale à Genève, les socialistes appellent à voter OUI à l'IN 179 « Supprimons les privilèges fiscaux des gros actionnaires ».

Carole-Anne Kast,

Maire de la Ville d'Onex

www.ps-onex.ch
info@ps-onex.ch

www.devenir-membre.sp-ps.ch
Soutenez la section CCP 12-14212-6

Responsable édition, Daniele Fino, impression Helvetica Onex